

# Le sommet UE-Chine débouche sur un échec diplomatique

- On attendait une communion parfaite entre les deux partenaires réunis en sommet à Bruxelles, sur fond d'isolement américain.
- Mais UE et Chine se sont séparées sans même réussir à publier un communiqué commun.
- Pas de concession européenne sur le commerce ? Pas de communiqué commun sur le climat, ont dit les Chinois.

Europe et Chine, nouveaux partenaires d'un ordre mondial dont le leadership a été abandonné par les États-Unis de Donald Trump ? Ce n'est pas encore pour aujourd'hui. Et pourtant, depuis quelques jours, anticipant l'annonce du retrait américain de l'accord climatique de Paris, le petit monde européen « bruxellois » avait laissé monter les attentes par rapport au sommet UE-Chine. Une rencontre que les hasards du calendrier avaient fait coïncider avec la sortie tonitruante du président américain, et qui aurait dû montrer *urbi et orbi* que les deux partenaires savent, eux, gérer leurs affaires et celles du monde avec raison et efficacité. Mais le désaccord sur les affaires de commerce – sur fond de dumping chinois sur les prix de l'acier et du refus de l'UE d'attribuer à la Chine le statut d'économie de marché – a rendu impossible le duo harmonieux espéré.

Avec près de deux heures et demie de retard sur l'horaire vendredi en milieu d'après-midi, c'est avec des mines ternes que le Premier ministre chinois Li Keqiang, le président du Conseil européen Donald Tusk et celui de la Commission européenne Jean-Claude Juncker se sont présentés face à la presse. Il a fallu aux journalistes quelques dizaines de minutes supplémentaires après le point

presse pour comprendre pourquoi. Contrairement à ce qui était prévu et attendu, les deux parties n'ont pu s'entendre sur le communiqué final. Un texte qui devait faire le point sur les différents axes de coopération entre les deux blocs, et dont une annexe sur le changement climatique, réponse quasi point par point à la logorrhée du président américain de la veille, avait été « fuitée » par les services européens quelques jours plus tôt.

C'est donc à l'aune de cette non-publication qu'il fallait réécouter les propos des trois dirigeants. « *Nous avons eu des*

*discussions fructueuses et constructives* », « *probablement les meilleures qu'on ait jamais eues* », avait déclaré Donald Tusk. « *Nous avons été heureux de voir que la Chine partage notre déplaisir relatif à la décision américaine. Sur d'autres sujets plus controversés, nous avons réduit les différences, mais on n'y est pas encore* », précisait un Jean-Claude Juncker qu'on a connu plus prolix. Des sujets que le Premier ministre chinois a pointés sans ambages : « *Nous avons souligné la préoccupation de la Chine quant au fait que tout le monde doit observer et respecter les règles de l'Organisation mondiale du commerce. L'UE doit appliquer les dispositions de l'article 15 pour envoyer un signal clair de respect des règles internationales...* »

En clair. La Chine attend depuis l'an dernier que, des dérogations de l'OMC étant venues à échéance, l'Union européenne lui reconnaisse le statut d'économie de marché, ce qui permettrait une hausse considérable de ses exportations vers l'Europe. Mais l'UE fait traîner les choses en longueur, et s'apprête plutôt d'abord à adopter des « instruments de défense commerciale » : c'est-à-dire une législation permettant de frapper de mesures antidumping les pays qui y feraient recours. Une mesure qui visera sans le dire nommément la Chine, qui inonde le marché européen d'acier qu'elle produit en surcapacité. (L'article 15 spécifie les règles sur les mesures anti-dumping visant les pays émergents.)

À l'issue de plusieurs heures supplémentaires de discussions, les Européens ne cédant pas aux demandes d'abandon-

ner leur projet, les Chinois ont donc refusé de laisser publier un communiqué commun « *qui recueillait l'accord des deux parties sur quasiment tous les points* », selon deux sources européennes qui l'ont expliqué sous couvert d'anonymat au *Soir*. L'Europe et la Chine sont

d'accord sur tout, sauf sur le commerce. Personne, côté européen, ne voulait reconnaître l'effet très négatif de l'absence de communiqué commun après plusieurs heures de réunion, jeudi soir et vendredi, entre les trois dirigeants, car « *ce n'est pas la première fois avec les Chinois* », expliquait un communicant européen.

« *Ce n'est pas un naufrage ni un échec. C'est seulement la confirmation d'une divergence sur une seule question, le commerce. Cela ne fait pas des Chinois des ennemis. D'ailleurs il y a accord sur tout le reste* », insistait une source européenne proche de la négociation. « *Il y a accord sur le climat, c'est le plus important* », renchérissait une autre source européenne tout aussi informée. Mais le fait est là : vu le désaccord sur le commerce, les Chinois n'ont pas voulu laisser publier un communiqué qui aurait vanté l'union sino-européenne sur tous les autres domaines...

Ce qui explique a posteriori cet autre commentaire cinglant de Donald Tusk, lâché à côté d'un Li Keqiang impavide : « *Les puissants liens transatlantiques sont beaucoup plus importants et plus durables que les récentes décisions malheureuses de la nouvelle Administration. Ces liens forts sont toujours la meilleure garantie que les peuples et les nations défendant la liberté et l'ordre pacifique ne seront pas abandonnés ni laissés à eux-mêmes.* »

Façon de dire que l'Europe est encore loin d'un retournement d'alliance ? « *Exactement ! Nous ne sommes aucunement en train de remplacer le partenaire stratégique américain par le partenaire chinois : voilà ce que cela veut dire* », nous confirmait l'une de nos sources européennes. Certainement « pas ennemis » donc. Mais pas meilleurs amis pour autant. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

## géopolitique L'Amérique s'isole et place l'Europe face à ses responsabilités

Lorsqu'en février, à Munich, devant un parterre de dirigeants européens et américains, Sergueï Lavrov, le ministre des Affaires étrangères russe, avait annoncé « *la fin de l'ordre mondial libéral* », certains traits s'étaient tirés. Quelques sourcils s'étaient froncés. Sur le ton ferme qu'on lui connaît, il avait asséné que « *les dirigeants responsables doivent faire un choix. J'espère que ce choix sera celui d'un ordre mondial démocratique et juste. Si vous voulez, appelez-le post-west* ».

Ces propos prennent naturellement une coloration particulière à la lumière de la décision de retrait américain de l'accord de Paris. De facto, la mise en œuvre du slogan de campagne de Donald Trump – « *Make America Great Again* » – accélère la multipolarisation du monde. Elle bat

le rappel de tous les partenaires et alliés des Etats-Unis. En quelques jours, de multiples expressions de cette concertation « *renforcée* » se sont manifestées. Lorsque la chancelière allemande Angela Merkel appelle l'Europe « *à prendre son destin en main* », ce n'est pas anodin.

Comme ne l'est pas non plus le retour marqué de l'axe franco-allemand sur la scène européenne. Et que dire de la Chine, qui se pose en bonne élève de la classe sur le plan climatique et s'érige en interlocutrice incontournable en matière de libre-échange – qui l'eut cru il y a encore quelques années ? Est-ce à dire que la décision environnementale des Etats-Unis est le prélude à un nouvel ordre mondial ? Les cartes vont-elles être rebattues sur le plan géopolitique mondial ?

« *Ce n'est pas aussi simple* », relève Michel Liégeois, professeur de relations internationales à l'UCL et membre du Centre d'études des crises et des conflits internationaux (Cecri). « *Il est*

*possible que les Etats-Unis s'isolent, que cela les affaiblisse, mais il faut distinguer le fond de la forme. La recomposition à laquelle on assiste s'arc-boute sur des postures, sur des déclarations qui, aussi symboliques et importantes soient-elles, ne changent structurellement pas les grands équilibres mondiaux en termes militaires, économiques et même idéologiques.* »

### Force de frappe

Que ce soit au Proche-Orient ou en Asie, via les accords qui lient les Américains à ses partenaires de l'Otan et asiatiques (Taïwan et Japon en tête), « *la présence militaire américaine dans de nombreuses bases de par le monde a un effet de dissuasion qui n'incite pas à des grands changements géostratégiques. L'impression de vide que dégagent les Etats-Unis se heurte de surcroît à un obstacle de taille : le manque d'alternatives sur le terrain* », complète la politologue franco-américaine Nicole Bacharan. En matière de logistique (radars, guidage au sol, approvisionnements en tous

### « La stratégie de Trump a peu de chances de fonctionner »

MICHEL LIÉGEOIS

genres, etc.), et ce n'est pas à négliger non plus, la force de frappe des Américains est difficilement remplaçable. Si la capacité à organiser sa propre défense est perfectible – entendez que les budgets alloués peuvent être augmentés, vieille revendication (rengaine) américaine, cela n'est encore rien avec la capacité à maintenir l'ordre dans le monde comme le font les Etats-Unis dans de multiples endroits de la

planète...

### Equilibres inchangés

Sur le plan économique aussi, les équilibres ne vont pas subitement changer parce que Trump se retire de l'accord de Paris. « *Il y a une telle interpénétration des économies que la stratégie de Trump, en matière commerciale, de la jouer en bilatérales, en négociant de pays à pays, a peu de*

*chances de fonctionner vu la mondialisation des échanges et l'internationalisation des flux financiers et de production. Quand le moteur économique tourne bien outre-Atlantique, des effets positifs se font inévitablement sentir en Europe* », poursuit Michel Liégeois. Lequel ajoute, enfin, que d'un point de vue purement idéologique, dans la manière d'organiser le marché du travail, de modéliser l'économie, de concevoir un modèle de société, les accointances entre l'Union européenne et les Etats-Unis souffriront sans doute de cet « *interlude climatique* ».

### Diplomatie et crédibilité

En matière de relations internationales, il y a toutefois deux sacro-saints principes sur lesquels se basent des relations saines et durables : adopter une

### « Trump a voulu caresser son électorat dans le sens du poil »

NICOLE BACHARAN

attitude « *diplomate* » et hors de tout soupçon de malveillance, et être crédible. Sur ces deux points, en manifestant beaucoup de brutalité dans ses propos (sur l'immigration, sur le commerce international, sur les budgets de défense avec ses partenaires de

l'Otan, sur le climat), Donald Trump a perdu de la crédibilité.

Son discours à la Maison-Blanche jeudi dernier n'a fait que manifester cette vision profondément égocentrique de ses relations avec l'extérieur. Pour des raisons de politique intérieure essentiellement, expliquent nos différents interlocuteurs. « *Fragilisé sur la scène politique intérieure, Trump a voulu caresser son électorat dans le sens du poil en sortant de cet accord de Paris jugé destructeur d'emplois pour les Etats-Unis par ses détracteurs* », explique Nicole Bacharan.

« *Cela aura un effet pervers pour les Etats-Unis : le renforcement du rapprochement entre l'Asie, pourtant jugée hautement stratégique par la précédente administration américaine, et l'Union européenne, et même peut-être avec les Russes. Le risque encouru est que, sur les plans sécuritaire, économique et diplomatique, ils ne déterminent plus grand-chose à plus long terme. Il est en train, comme il*

*l'avait annoncé, de déconstruire tout ce qu'Obama avait fait...* », poursuit Tanguy Struye de Swielande (UCL). « *Sans aller jusque-là – je ne crois pas non plus à des profonds bouleversements géostratégiques mondiaux à court et moyen termes –, je pense surtout que le sursaut de certains de ses membres provoqué par la brutalité de Trump sera peut-être salvateur à l'Europe. Pour caricaturer les choses, peut-être que l'Europe va parvenir à rester en division 2 sur le plan géostratégique mondial, et ne pas descendre en division 3, en se prenant davantage en main, comme l'appelaient Merkel de ses vœux. Avec un peu de cynisme, on pourrait dire que Trump place l'Europe face à ses responsabilités* », conclut Nicole Bacharan. ■

FRANCOIS MATHIEU

# résistance Les « guerriers du climat » américains relèvent le défi de l'accord de Paris

## NEW YORK

DE NOTRE CORRESPONDANT

Bill Peduto est devenu une rock star mondiale en l'espace d'un éclair. Couronné involontairement par le président américain Donald Trump, qui venait de justifier sa décision et affirmait qu'il avait été élu pour « représenter les citoyens de Pittsburgh, pas ceux de Paris », le maire démocrate de la capitale économique et industrielle de Pennsylvanie n'a guère apprécié l'allusion. Peduto a répondu au chef de l'État, regrettant la décision « désastreuse » de celui-ci et certifiant au monde entier que Pittsburgh, elle, allait respecter l'accord multilatéral négocié par Barack Obama, paraphé par 195 États et déjà ratifié par 147 d'entre eux. « Je suis effondré que le président ait usé de ma ville pour justifier son inacceptable décision, commentait Peduto indigné, qui

était à Paris en 2015, et ma ville, qui a su rebondir après des décennies de carnage industriel, fera tout ce qui est en son pouvoir pour promouvoir ses propres normes environnementales. » Les projets

sont légion dans cette cité de 300.000 âmes : bâtiments écologiques, parc de vélos, bus non polluants, covoiturage, expériences universitaires en termes d'innovations technologiques.

La preuve que Trump s'est fourvoyé en citant Pittsburgh, qui peut tout à fait se passer de lui ? « Nous sommes la preuve vivante que l'Accord de Paris favorise le développement économique, martèle Peduto. 13.000 personnes travaillent dans le domaine des énergies renouvelables, tout comme 66.000 autres à travers la Pennsylvanie, et ce sont ces jobs-là qui sont les plus courus dans le secteur énergétique. » Et puis, ajoute malicieusement ce démocrate de 52 ans, Pittsburgh l'ouvrière a voté à 80 % pour Hillary Clinton l'an passé alors que la Pennsylvanie basculait pour Trump.

### Alliance ad hoc

Passé à la notoriété, le maire, qui compare volontiers la Pittsburgh d'avant « à la Chine d'aujourd'hui », lorsque « la fumée emplissait si fort l'air ambiant qu'il fallait allumer les réverbères 24 heures sur 24 », a rejoint une

alliance ad hoc de maires, gouverneurs, recteurs d'université et chefs d'entreprises dans une démarche inédite auprès des Nations unies : lâchée par un gouvernement indigne des enjeux planétaires et des négociations multilatérales, l'Amérique citoyenne et responsable, réunie par une myriade d'institutions locales et non étatiques, se montrera à la hauteur de la tâche. La société civile, en révolte ouverte contre un pré-

sident climato-sceptique, prend les choses en main : Peduto, unissant sa voix à celles de l'ex-maire de New York Mike Bloomberg et celui de Los Angeles, Eric Garcetti, s'engage formellement à contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 26 à 28 % à l'horizon 2025, par rapport aux niveaux de 2005. Leur embrayent le pas la Californie et son gouverneur Jerry Brown, mais aussi les homologues de ce dernier dans les États de New York et de Washington. Le trio pèse lourd dans la balance : il rassemble un cinquième de la population des États-Unis (sur un total de 330 millions d'habitants) et la même proportion du

PIB américain. En 2014, il produisait 11 % des émissions polluantes du pays. « Si le président est parti pour désert ses responsabilités dans cette entreprise humaine si profondément cruciale, alors la Californie et d'autres

Etats prendront le relais », promet Jerry Brown.

En droit pur, cette alliance de nature infra-étatique, baptisée United States Climate Alliance, ne peut être acceptée a posteriori comme participant à l'Accord de Paris, mais ses « performances futures », consciencieusement mesurées, pourraient être mentionnées dans les rapports d'étapes préparés en amont des conférences de suivi au format COP22, comme celle organisée à Marrakech en 2016.

Ces nouveaux « guerriers du climat » frappent même à la porte de l'ONU pour faire entendre leur voix, et sans doute aussi rassurer le reste de la planète sur la santé mentale collective des Américains, dont doutent peut-être certains depuis la déclaration de Donald Trump jeudi dans les verts jardins de la Maison-Blanche. ■

MAURIN PICARD

## POUTINE, LE STRATÈGE

### Le président russe dénonce une « russophobie »

« Poutine nous a montré ses muscles... » Cet homme d'affaires européen ne cachait pas son malaise hier après-midi à la sortie du discours du chef du Kremlin au forum économique de Saint-Pétersbourg. Les propos préliminaires du président s'étaient pourtant bien inscrits dans le cadre de ce « Davos russe ». Devant un parterre d'entrepreneurs russes et étrangers acquis à la cause de sa quête d'investissements, il a commencé par parler business. Avant que les affaires politiques ne reprennent le dessus. Megyn Kelly, la journaliste américaine de NBC News, lui a posé des questions directes sur la Syrie, l'Ukraine et... l'influence russe dans les élections américaines. Du tac au tac, Vladimir Poutine a répété ses habituelles at-

taques en forme de réponses. Avec un ton d'autant plus virulent que, loin de se laisser intimider, Megyn Kelly a enchaîné les relances.

Le président a fini par laisser apparaître une colère froide après une énième question sur les accusations de piratage informatique russe contre le parti démocrate. « Ces bavardages inutiles et nocifs doivent cesser. C'est un transfert des bisbilles de politique intérieure américaine sur la scène internationale. C'est nocif, cela affecte les relations internationales », a

lancé Vladimir Poutine. Avant d'ironiser avec un sourire plein de mépris pour son intervieweuse qui rappelait les preuves citées par les agences américaines du renseignement : « Il est possible de créer une adresse d'ordinateur d'où on veut ! Il existe des spécialistes tels qu'on utilisera l'adresse de votre ordinateur à la maison, comme si vos enfants étaient au clavier. » Puis Vladimir Poutine a dénoncé la russophobie occidentale. Une obsession. La veille, il avait déjà déclaré

que cela « dépasse les bornes » mais « cela ne durera pas éternellement, ne serait-ce que parce qu'il doit y avoir une prise de conscience, qu'elle est contre-productive et porte préjudice à tout le monde ». Hier, le président est allé plus loin, comparant cette russophobie à l'antisémitisme : « Certains disent que c'est la faute des Russes comme d'autres disaient que

c'est la faute des Juifs. » Une remarque qui a semblé passer inaperçue : à la sortie du hall, les hommes d'affaires occidentaux préféraient esquisser. « C'est du théâtre », ironisait l'un. « Il a voulu montrer au public russe qu'il savait parler haut et fort face à des investisseurs occidentaux », temporisait un autre. « Pourquoi toutes ces questions politiques ? On est là pour parler économie... », souriait un troisième, cachant son malaise avec difficulté.

BENJAMIN QUÉNELLE, À MOSCOU

# « La décision de Trump, un coup pour les Etats-Unis »

## Jean-Pascal van Ypersele

Il vient de fêter ses soixante ans. Et le climatologue a sans doute tout vu et tout entendu sur les changements climatiques. Candidat malheureux à la présidence du Giec, un échec qui l'a fortement marqué, il a superbement rebondi depuis. Il est à nouveau de tous les sérails, en Belgique et aux Nations unies où il allie climat et développement durable. Il conseillera la présidence fidjienne de la prochaine COP, à Bonn.

Observateur engagé du dossier climatique aussi bien dans ses aspects scientifiques que politiques, Jean-Pascal van Ypersele, climatologue et professeur à l'UCL, ne cède pas à la panique après l'annonce faite à Washington. Il est davantage préoccupé par la lenteur des transformations vers une économie nulle en carbone.

**Comment expliquer que malgré les pressions internationales, les appels d'un grand nombre de chefs d'entreprises américains, la division dans son propre camp et de nombreuses études économiques, Donald Trump ait finalement pris une décision qui l'isole diplomatiquement et risque d'avoir des impacts négatifs sur l'économie américaine ?**

*Il l'avait annoncé pendant sa campagne électorale. Et il essaie de mettre en œuvre ses promesses, poussé dans ce sens-là par Steve Bannon*

[principal conseiller stratégique à la Maison-Blanche, NDLR]

*que l'on a vu parader jeudi. Trump fait un calcul à très court terme pour, pense-t-il, plaire à une partie de son électorat.*

*Ce qui est étonnant c'est que, ces dernières années, plusieurs sondages ont montré que le pourcentage de républicains*

*qui reconnaissent la réalité des changements climatiques et qui jugent que les activités humaines en sont la principale cause n'a cessé d'augmenter. Comme n'a cessé d'augmenter le pourcentage de ceux qui soutiennent la mise en œuvre d'une politique climatique et l'adhésion des Etats-Unis à l'accord de Paris.*

*Ça en a toutes les apparences. Les chiffres sur les conséquences économiques de l'Accord de Paris viennent du Nera (New Economic Research Associates), un des nombreux think tanks qui ont été financés antérieurement par des lobbies des énergies fossiles.*

**Trump dit vouloir préserver l'emploi, notamment dans le charbon. Cet argument est-il inaudible ? La transition écologique pourrait causer des dégâts...**

*Quand il y a une transition, il y a forcément des secteurs où l'emploi diminuera et d'autres où il augmentera. C'est la raison pour laquelle il faut veiller à ce que cette transformation soit juste, qu'elle n'écrase pas au passage ceux qui n'ont eu d'autre choix que de prendre le travail qui se présentait. Quand il y a un changement de paradigme économique, des secteurs gagnent et d'autres perdent, il faut veiller à ce que les gens ne soient pas laissés pour compte.*

**On affirme que la transition vers une économie « bas carbone » est lancée. Est-elle suffisamment solide ? Et que se passera-t-il avec ceux qui ratent le train ?**

*Ils manqueront certainement un train qui a démarré, qui va aller de plus en plus vite et amener de plus en plus loin*

*ceux qui sont à bord. Resteront sur le quai ceux qui ne jouent pas le jeu. Dans quelques années, les Etats-Unis risquent de regretter la décision prise par Trump. Si du moins elle arrive à avoir des effets...*

**Les entreprises, certains Etats des Etats-Unis et les villes peuvent-ils freiner le mouvement ?**

*Oui, ça a déjà commencé.*

**Est-ce suffisamment puissant ?**

*Trois Etats sur cinquante, c'est une minorité. Mais c'est un bon début et c'est une coalition qui va probablement s'élargir dans les semaines et les mois qui viennent. Il y a beaucoup plus que quelques villes engagées dans le mouvement climatique.*

**Aucune raison d'être pessimiste ?**

*Je constate que, suite à la décision de Donald Trump, tout le monde reparle des changements climatiques, ce n'est plus arrivé depuis la COP21 où l'on a conclu l'Accord de Paris. Cela dit, il est certain que le retrait des Etats-Unis aura des conséquences négatives. Mais ces conséquences sont déjà là depuis le lendemain de la prise de pouvoir de Donald Trump. Il a rapidement commencé à détricoter les législations mises en place par Barack Obama, il a affaibli les réglementations de l'Agence de protection de l'environnement (EPA) à la tête de laquelle il a nommé Scott Pruitt, qui a toujours lutté contre l'Agence et qui est grand semeur de confusion climatique.*

*Trump n'avait-il pas déjà fait le pire de ce qu'il pouvait faire en matière climatique depuis trois mois ? Ce qu'il ajoute aujourd'hui, c'est une dimension symbolique et internationale très forte, qui va isoler encore plus les Etats-Unis sur la scène internationale dans le domaine environnemental, mais peut-être aussi dans*

*d'autres domaines. Comme l'ont fait remarquer certains leaders jeudi soir, il a tellement irrité des alliés proches avec cette décision qu'il doit s'attendre à un raidissement ou à des rétorsions dans d'autres domaines, comme le commerce ou la lutte contre le terrorisme.*

**On a assisté à une réaction inhabituelle et très rapide dès l'annonce de la décision de la Maison-Blanche...**

*C'est également ce qui s'est passé à la dernière COP à Marrakech à l'annonce des résultats de l'élection américaine. Dans les heures qui ont suivi, il y a eu une sorte de sidération générale. Puis on a assisté à un net ressaisissement. On aurait pu imaginer que certains annoncent qu'ils ne feraient plus rien, c'est exactement le contraire qui s'est passé, du côté des Chinois, des Européens...*

*Aujourd'hui, on assiste à nouveau à une réaction positive. Elle pourrait même être plus importante que l'effet négatif qui se marquera surtout aux Etats-Unis. Ces derniers sont évidemment le deuxième émetteur mondial de gaz à effet de serre. Bien sûr, il y a eu un recul des politiques environnementales. Cela va avant tout affecter les Etats-Unis et la population américaine. L'effet sur les émissions de gaz à effet de serre sera limité. Une partie des états des Etats-Unis agit. La Californie, une des dix premières économies mondiales, ne va pas changer de politique parce que Trump sort de Paris. Donc, l'effet de ce que Trump va décider et mettre en place dans les années qui viennent va être limité. Pas négligeable mais limité. L'effet sur les émissions américaines de CO<sub>2</sub> sera négatif, mais les émissions mondiales ne vont pas doubler à cause de la décision de Trump. ■*

Propos recueillis par  
MICHEL DE MUELENAERE  
CORENTIN DI PRIMA

## PARIS

**Peu de risque de contagion**

**Un signal politique désastreux qui contient un risque de contagion dans un accord alambiqué et fragile ?**

Désastreux, c'est clair. Qu'il y ait une contagion, je ne pense pas que le risque soit très élevé. Paris n'est pas un accord si fragile, même s'il est faible par son ambition et ses

mécanismes. C'est ce qui fait sa solidité : sa faiblesse et l'absence de sanction font qu'il est accepté avec force par tout le monde. Mais cela facilitera la révision à la hausse des engagements de réduction d'émissions lors de la prochaine révision, en 2023, soit après le terme de M. Trump. Pas mal de pays vont se rendre compte que ce n'est pas si difficile que cela, que ça a des avantages et que cela coûte beaucoup moins cher

que prévu. Le coût des renouvelables baisse plus vite qu'on ne l'avait imaginé, les progrès technologiques dans le stockage sont rapides, le coût est aussi à la baisse. Ça va changer la donne par rapport à une des critiques faites aux renouvelables : leur intermittence. Si on peut stocker l'électricité à un coût raisonnable, cela change tout. Et c'est en train de se passer.

**Les Russes néanmoins... Les pays du Golfe ?**

Je n'ai pas de crainte. Les Russes savent ce qui se passe aux Etats-Unis. Il y a une semaine, le chef de la délégation russe à toutes les COP a dit que son pays ratifierait l'Accord de Paris parce que c'est dans son propre intérêt. Cela a été confirmé par le porte-parole du Kremlin. Quant aux pays du Golfe, la plupart ont compris que la transition est en route et que le défi, pour eux, c'est la re-conversion de leur économie.

## « Si les citoyens font pression, les politiques devront suivre »

Le climat se détériore et les décideurs réagissent trop lentement, estime Jean-Pascal Van Ypersele.

### La situation climatique s'aggrave-t-elle toujours ?

Oui. Un morceau de l'Antarctique est en train de se détacher, les courbes de températures publiées il y a quarante ans par la Nasa sont en-dessous de la réalité pour les 30 dernières années, la grande barrière de corail est largement blanchie pour la deuxième année de suite, les glaciers n'arrêtent pas de reculer... Il a fait 53°C au Pakistan la semaine dernière ! 53° ! Les années les plus chaudes se succèdent... Les signaux ne sont plus à l'orange, ils sont au rouge. On n'a pas, même en Europe, pris la mesure de la nécessité de prendre des mesures structurelles. On va beaucoup trop lentement. Il n'y a

pas, notamment en Belgique, de mouvement de fond, de plan d'ensemble pour aller vers des émissions nulles. Car c'est cela qu'il faut viser.

**Plusieurs personnalités politiques belges de premier plan ont déploré la décision de Trump. Comment réconcilier ces discours avec le constat qu'on n'avance pas assez vite sur la question, en Belgique ?**

Une partie de la réponse viendra de la pression de la population, des citoyens. Si les Chinois ont changé de position par rapport aux changements climatiques, c'est dans une large mesure pour cela. Quand cette pression sera suffisamment élevée chez nous, parce que les citoyens ne veulent plus de la pollution de l'air, payer des factures énergétiques qui vont inévitablement devenir de plus en plus chères si l'on

continue à ne pas se poser de question sur l'utilisation des énergies fossiles, etc., les politiques vont être obligés de suivre.

### Qu'est-ce qui manque pour qu'on se mette en mouvement avec force ?

Mettons l'énergie récemment révélée du Premier ministre pour aller dans cette direction, au service d'une transition en Belgique, associant les Régions, qui ont beaucoup de pouvoirs en la matière, pour préparer la réponse à ce défi. Non pas pour les trois ans qui viennent, mais pour les quarante ans qui viennent. Il faut des mesures législatives, contraignantes, utiliser des instruments économiques, ce qui suppose du courage politique. Mais, et c'est très important, il faudrait aussi une pédagogie de la taxe environnementale au service d'objectifs so-

ciétaux et faire comprendre le bénéfice de mesures qui coûtent dans un secteur mais qui rapportent dans un autre. Il faut que les responsables politiques aient bien davantage qu'aujourd'hui la capacité de prendre du recul et aient une vision sur le long terme, car les bénéfices sociétaux sont en partie livrables après la fin de leur ou même leurs mandat(s).

### Le manque d'action politique ne découle-t-il pas d'un manque d'effets concrets, perceptibles, des changements climatiques dans nos pays ?

La canicule de l'été 2003, c'est quand même plus de 50.000 morts en quinze jours ! Or, il a été démontré, après coup il est vrai, qu'il était très peu probable d'avoir une canicule comme celle-là sans que le changement climatique ait joué un rôle majeur. De plus, il a été démontré que des canicules comme celles-là risquaient d'avoir lieu une année sur deux avant le milieu de ce siècle. C'est dans 35 ans seulement !

### Outre la pression de citoyens, c'est le monde économique qui peut faire bouger les choses ?

Bien sûr. Chez bien des investisseurs internationaux, le mouvement est en route. Combien de

propositions n'y a-t-il pas pour que l'épargne faramineuse qui dort sur les carnets d'épargne des Belges circule dans une économie utile, au service de la réalisation des objectifs de développement durable, et donc de la population ?

**Des Etats signataires des Accords de Paris se réjouissent dans le même temps de la signature de l'accord commercial avec le Canada (Ceta)... Est-ce cohérent ?**

Ça dépend quelle est la couleur de cette croissance économique. Si c'est simplement multiplier par dix tous les chiffres dans les cinquante ans qui viennent, alors ce sera le chaos climatique et environnemental complet ! Ce serait une catastrophe absolue. Mais si c'est la croissance du nombre de bâtiments qui ne consomment plus d'énergies fossiles et des emplois dans ce domaine-là, si c'est la croissance dans l'agriculture qui respecte l'environnement, le développement des espaces naturels, c'est magnifique. C'est une croissance dont on a fortement besoin et qui serait porteuse de bien plus de bien-être qu'une croissance où on multiplierait toutes les productions par dix sans réfléchir. ■

Propos recueillis par  
M.D.M. ET C.D.P.

# réactions Trump a réussi à faire la quasi-unanimité contre lui

**S'**il avait voulu unir le monde, Donald Trump ne s'y serait pas pris autrement. Mais ce n'est pas derrière son panache blanc que tous se pressent, mais aux antipodes de la Maison-Blanche. Vendredi, les réactions n'ont cessé de pleuvoir après l'annonce du retrait des Etats-Unis de l'accord climatique de Paris. Elles vont de la déception au courroux. Mais, surtout, elles soulignent que les principaux acteurs de la diplomatie climatique sont décidés à aller de l'avant en mettant en œuvre l'accord mondial (qui ne l'est plus) sans en changer un iota.

Hormis Vladimir Poutine qui a semblé laissé la porte entrouverte, aucun responsable n'a indiqué qu'il était question de négocier un nouveau traité ou de négocier des amendements à Paris comme l'a suggéré Donald Trump jeudi à Washington.

C'est sans doute aux Etats-Unis que les réactions ont été les plus virulentes. « *C'est une décision folle qui va à l'encontre des faits, à l'encontre de la science, à l'encontre de la réalité elle-même*, a lancé le démocrate Jerry Brown, gouverneur de Californie. « *Ce n'est pas un jeu*, a-t-il poursuivi, manifestement énervé. *On parle de l'humanité et si celle-ci survivra au XXI<sup>e</sup> siècle. Ce qu'a fait Trump est mauvais. Nous allons mobiliser les Californiens et nous allons nous joindre aux autres habitants du monde.* »

Après le patron de Tesla, Elon Musk, le PDG de Disney Robert Iger a annoncé qu'il quittait le

cercle des patrons qui conseillent Donald Trump sur sa politique économique. « *C'est une question de principe. Je désapprouve profondément la décision de dénoncer l'accord de Paris* », a-t-il justifié.

Les déclarations de Rex Tillerson, le secrétaire d'Etat américain, n'ont pas calmé les choses. « *Les Etats-Unis poursuivront leurs efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre* », a assuré l'ancien patron d'Exxon que l'on a dit favorable au maintien de son pays dans Paris. « *Je pense qu'il est important que tout le monde reconnaisse que les Etats-Unis ont un bilan fantastique en termes de réduction de nos propres émissions de gaz à effet de serre. C'est quelque chose dont nous pouvons être fiers* », a-t-il ajouté. Entre 1990 et 2015, les émissions américaines ont crû de 3,5 % alors qu'elles ont diminué de 23,6 % dans l'Union européenne.

**« Ce n'est pas un jeu. On parle de l'humanité et si celle-ci survivra au XXI<sup>e</sup> siècle »** JEFF BROWN, GOUVERNEUR

DE CALIFORNIE

« *Les Américains n'abandonnent pas l'accord de Paris, au contraire, nous allons de l'avant* », a lancé l'ex-maire de New York, Michael Bloomberg. Dans un pied de nez au président américain, le milliardaire qui est aussi envoyé spécial de l'ONU pour les villes et les changements climatiques, a annoncé que sa

fondation octroierait au secrétaire de la Convention des Nations unies sur le climat les 15 millions de dollars que le gouvernement américain a décidé de lui retirer.

Après les réactions de nombreux chefs d'Etat, les organisations internationales ont fait part de leur déception. « *On ne peut pas arrêter l'action concernant le climat* », le changement climatique est indéniable, a souligné le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres.

Le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría a aussi rappelé le caractère « *clair et indéniable* » du changement climatique. « *Celui-ci nécessite une réponse collective de plus de 190 pays du monde. Malgré la décision des Etats-Unis, il est rassurant de constater que les autres signataires ont réaffirmé de façon univoque leurs propres engagements, démontrant ainsi un véritable leadership afin d'atteindre l'objectif d'émissions nettes égales à zéro au cours de la seconde moitié de ce siècle.* »

Déception et amertume sensibles, enfin, dans la réaction des LDC, les pays les moins développés, un bloc de 48 pays abritant un milliard de personnes et qui sont très affectés par les changements climatiques. « *En refusant de s'engager dans une action ambitieuse pour le climat, le président Trump montre qu'il se moque de la vie de millions de personnes dans le monde* », a dit le président de ce groupe, l'Ethiopien Gebru Jember Endalew. ■

M.d.M.

## Merci qui ? Merci Trump !

« *Merci Monsieur Trump* », c'est le titre de la réaction que le ministre-président de la Wallonie a fait parvenir au Soir. Paul Magnette (PS) voit dans la décision de Trump « *une occasion unique pour les Européens de reprendre un leadership global* ». Selon lui,

les Européens devraient exiger des clauses sociales et environnementales contraignantes et des objectifs chiffrés de réduction des gaz à effet de serre dans tous les traités commerciaux en cours de négociation. L'Europe, dit-il, « *doit devenir la championne du monde de l'efficacité énergétique* ». Il ne faut pas sous-estimer « *le*

*bénéfice immense que peut avoir l'isolement de la présidence Trump sur l'état d'esprit des Européens* », conclut-il.

## Bon débarras !

Encore plus vif, le professeur d'économie à l'UCL, Thierry Brechet, pour qui Donald Trump « *représente l'acmé de l'égoïsme* », se réjouit de voir

les autres pays renforcer leur coopération et y voit une confirmation de la théorie économique. « *Que Trump aille donc jouer au golf et laisse les dirigeants responsables s'occuper de la planète et des générations futures. On est toujours content de se débarrasser d'un voisin goujat et bruyant.* »